

Le moment historique où le NPA se forme et certaines de ses implications

lundi 16 février 2009, par [CHESNAIS François](#) (Date de rédaction antérieure : juin 2008).

Sommaire

- [La fin presque simultanée de](#)
- [L'émergence de formes nouvelle](#)
- [Non pas le partage des richess](#)
- [Les multiples facettes de la](#)

Le NPA, sous peine d'échouer, ne peut pas être une « LCR bis ». Au nombre des choses qui peuvent contribuer à éviter un tel écueil, figure un renouvellement programmatique issu d'un travail théorique collectif. Celui-ci serait considéré comme une tâche à mener en relation étroite permanente avec l'intervention, mais néanmoins une tâche en soi, valorisée par le parti en formation et bénéficiant d'une large participation militante. Ce texte est une contribution au lancement d'un tel travail. Le nouveau parti naît à un moment historique très particulier, dont il tire pour une large part sa nécessité, son urgence, mais dont les traits renforcent l'exigence du travail théorico-politique. Ce moment voit le début d'une crise sociale et écologique planétaire se produire très peu de temps après que soit fermée une longue phase dans l'histoire de combat des salariés et des opprimés. Le nouveau parti naît aussi alors qu'on assiste à la pleine éclosion de formes nouvelles de gestion politique des questions intéressant le Capital et de domination des salarié(e)s et des jeunes. Elles modifient sensiblement certaines des conditions qui ont longtemps semblé aller de soi dans les formes de lutte politique et sociale des salarié(e)s et de la jeunesse.

La fin presque simultanée de plusieurs cycles historiques

A des dates rapprochées, situées entre 1980 et 1993, plusieurs cycles historiques se sont clos. Le premier, le plus long et le plus important dans ses conséquences politiques, est celui d'un mouvement ouvrier dont le point de référence commun depuis les années 1890, était l'objectif partagé, au-delà des diversités et des divisions internes brutales, de transformation socialiste de la société. Mais l'effondrement de l'URSS et le rétablissement de la propriété privée qui a suivi, en Russie et ailleurs, a coïncidé en second lieu avec le moment où se produisait dans les principaux pays industriels, au terme d'une période presque aussi longue de recours des entreprises au modèle d'organisation de la production mis sur pied par Taylor et Ford, une transformation profonde des formes d'exploitation des salarié(e)s. Dans ces pays, le Capital a mis fin aux grandes concentrations ouvrières et a modifié profondément la structure interne du salariat. Les militants ouvriers ont dû faire face à des problèmes inédits d'organisation et de résistance, au moment même où disparaissait en URSS ce qui leur avait semblé jusqu'au bout un point d'appui indispensable dans leur lutte contre le capitalisme : pour les uns une société et un Etat au bilan « globalement positif », pour d'autres, dont beaucoup se retrouvent dans le NPA, la perspective d'une « révolution politique » victorieuse des travailleurs de Russie et des pays de l'Est contre les dirigeants bureaucrates. La chute de l'URSS a confronté tous les militants se réclamant de la transformation socialiste de la société au totalitarisme, qui a caractérisé le stalinisme puis sous des formes atténuées le brejnévisme. Les uns

ont été confrontés à son existence même, qu'ils avaient niée ; les autres à ses effets politiques ravageurs, notamment un degré d'atomisation et de démoralisation du prolétariat plus fort que dans la plupart des autres parties du monde.

Le changement dans les rapports politiques entre le Capital et le Travail qui a résulté de tout cela a créé les conditions qui ont permis aux bourgeoisies des pays impérialistes de parachever dans certains cas, et d'avancer grandement dans d'autres, la mise en œuvre des politiques de libéralisation et de dérèglementation lancées par Thatcher et Reagan dix ans plus tôt. Elles ont ainsi pu clore entre 1989 et 1992, une autre période encore, celle qui les avait vu obligées, lors du New Deal et de la grève générale française de 1936, et surtout après la défaite du nazisme (1945-1947), à faire à la classe ouvrière des concessions sociales majeures incarnées dans des lois et des institutions telle que la Sécurité sociale. La fin de ce cycle historique s'est traduite par des transformations institutionnelles majeures au plan mondial, dont on mesure aujourd'hui les conséquences. Ce sont notamment l'établissement par le FMI, la Banque mondiale et les Etats-Unis des mesures dites du consensus de Washington en 1989, la négociation et la mise en œuvre du Traité de Maastricht à partir de 1992, l'adoption par l'Inde des politiques de libéralisation la même année, puis la création de l'OMC en 1993 avec autorité sur le commerce des produits agricoles, et enfin, comme couronnement du tout, l'adhésion-cooptation de la Chine à l'OMC en 2001.

L'émergence de formes nouvelles de gestion politique et de domination de la bourgeoisie

Mais la dernière décennie a vu une transformation de plus. Elle s'est produite dans les formes de gestion politique des questions intéressant le Capital. Les nouvelles formes achèvent de faire de la démocratie parlementaire une pure façade. Dans le cas français, elles infléchissent encore les traits de très forte concentration du pouvoir et de menace pour les libertés politiques élémentaires présentes dès le départ dans la V^e république. Des idéologues sont venus, au début des années 1990, décréter la « fin de l'histoire » et déclarer le capitalisme « horizon indépassable de l'humanité ». Les partis sociaux-démocrates et socialistes, mais aussi la très grande majorité des dirigeants et des cadres des PC, ainsi que les responsables syndicaux, ont adhéré à ces deux idées. Dans la foulée, la social-démocratie s'est faite force motrice d'une mutation institutionnelle majeure, dont le mot clef est la « gouvernance », dans laquelle les décisions essentielles sont prises à l'abri des vicissitudes du suffrage universel. Dans ce système, des experts - techniciens, économistes, juristes - se voient confier, ou s'emparent par leur initiative propre, de la responsabilité de larges pans de la vie économique et sociale, qu'ils gèrent en petit comité loin du regard public. Il s'agit de fonctionnaires internationaux (en Europe ceux de la Commission) et de personnes désignées par les lobbies industriels. La participation active à l'élaboration de lois supranationales (les normes européennes) est recherchée de la part de toutes les « parties intéressées », terme emprunté au lobbying, dont la présence est jugée nécessaire à la bonne « gouvernance ».

C'est le cas pour les « syndicats représentatifs », ainsi que pour un large éventail d'ONG. Les décisions reposent sur la recherche du consensus entre « gens raisonnables », qui acceptent le « monde tel qu'il est ». On a affaire à un régime néo-corporatiste qui marque, comme dit le politologue Guy Hermet, l'entrée des pays européens dans « *l'hiver de la démocratie* ». Lorsqu'on passe du niveau supra-étatique au niveau national, les traits du nouveau régime exigent des syndicats qu'ils jouent sans états d'âme le rôle de « partenaires sociaux responsables ». Il faut parachever le travail consistant à imposer chez les militants l'idée que la mondialisation est irréversible, qu'il faut s'y « adapter ». Il faut aider le gouvernement à appliquer les mesures accordées à Bruxelles. S'il faut une justification de plus aux accords conclus avec le patronat et l'Etat, les contraintes de la « compétitivité » seront invoquées. Même si les directions syndicales s'en

défendent, une ouverture se crée pour le discours politique consistant à stigmatiser « l'étranger », celui qui vient voler les postes de travail et bénéficier en parasite des « avantages sociaux ». Au quotidien, au plan national, le nouveau régime comporte la personnalisation toujours plus accentuée du pouvoir, l'appui permanent sur les médias, le recours à la xénophobie, l'instrumentalisation de la peur, voire sa création de toute pièce, enfin le renforcement constant des législations et des moyens policiers-sécuritaires. Pour des bourgeoisies en déclin face aux nouveaux concurrents en Asie, et engagées dans un processus jamais achevé de destruction des retraites, de la Sécu et des services publics, ce sont là des modes de gouvernement au quotidien dont elles ne vont plus se départir. Les dirigeants du Parti socialiste, à quelques très rares exceptions, s'y sont ralliés, cherchant au mieux à les « humaniser » un peu.

La fin de la longue phase antérieure ne débouche pas sur une période « calme » au cours de laquelle des tendances nouvelles se dégageraient lentement et où la réorganisation des salariés se ferait progressivement. Le contexte de création du NPA est d'emblée celui d'une crise planétaire très grave. Celles et ceux qui sont attirés par la perspective que cela leur ouvre veulent comprendre la manière dont le NPA analyse la situation du monde et ce qu'il propose, en particulier ce qu'il leur propose à eux, les futurs militants ou les proches sympathisants. Ils subissent aussi, nécessairement, la pression de l'idée que c'est le communisme et non le stalinisme qui a « failli ». Il reste donc plus que jamais nécessaire de tirer, autant que faire se peut, le bilan des événements politiques et des processus sociaux dont les révolutionnaires qui nous ont précédés, mais aussi les plus âgés d'entre nous, ont été partie prenante directement ou par acceptation d'un héritage. Ce n'est peut-être pas la question la plus urgente, mais l'absence de tout bilan pourrait coûter cher plus tard.

Mais je reviens encore sur les profonds changements dans les conditions de la lutte sociale et syndicale. Les expressions en sont évidentes dans la vie politique et sociale quotidienne, mais très peu élucidées théoriquement. Les appareils des « syndicats représentatifs » en sont un rouage central. Quant aux élections, elles ont pour fonction d'achever la mise en place d'un système bipartite à l'américaine et de tenter d'entretenir la fiction de votes qui pourraient changer quelque chose. On voit un régime politique prendre pied qui n'est plus démocratique que de façon très limitée, les limites augmentant de jour en jour à mesure que progressent les législations sécuritaires, mais aussi les essais en « conditions réelles » (voir Villiers-le-Bel) des méthodes de combat dites de « basse intensité » contre des populations dangereuses. Ce sont là autant de questions auxquelles le NPA doit répondre. Il ne peut pas être seulement le « parti des luttes ». Aussi engagé qu'il puisse être sur ce terrain, le NPA doit être un foyer de réflexion sur la question des formes politiques et un pôle de regroupement sur le terrain démocratique à partir de positions non réformistes. Il ne peut pas laisser d'autres occuper seuls ce terrain.

Non pas le partage des richesses, mais la maîtrise des conditions de leur production

On voit le nombre et l'importance des questions nouvelles auxquelles le NPA est confronté au moment où il se crée. Les conditions ne sont pas adverses pour autant. Le NPA naît à un moment où des facteurs d'homogénéisation politique des salarié(e)s sont à l'œuvre. Ce ne sont plus ceux qui existaient lors de la concentration de la classe ouvrière des mines et des grandes usines et du partage par des dizaines, voire des centaines de milliers de militants des mêmes repères politiques. L'homogénéisation qui se reconstitue résulte du fait que les mécanismes de la mondialisation confrontent une fraction grandissante des salarié(e)s à une situation commune de détérioration rapide de leurs conditions de travail et d'existence, ainsi qu'à des processus de polarisation patrimoniale qui font voler en éclat la fiction de « classes moyennes » partageant des modes de vie plus ou moins semblables. L'inquiétude provoquée par la progression rapide de la crise planétaire

sociale et écologique contribue aussi à contrecarrer les effets de l'atomisation provoquée par le marché et la propriété privée. La crise planétaire est le plus grand défi auquel l'humanité ait été confrontée. Pour le NPA, elle crée une opportunité à ne pas manquer de construire un parti aussi peu « franco-français » que possible. La mondialisation capitaliste contemporaine, mais aussi le mouvement de prise de conscience et de tentative d'organisation, dont Porto Alegre, Gênes et Florence ont été un temps l'expression, contribuent à pousser beaucoup de salarié(e)s et de jeunes à se tourner vers un parti qui proclame haut et fort son anticapitalisme. Mais le fait que l'idée qu'un « autre monde possible » soit devenue une incantation les rend prudents. Ils attendent donc du NPA qu'il leur explique mieux les causes de la situation du monde et par où il perçoit des voies d'issue.

Isabelle Garo a parlé dans *Rouge* de la réédition de la critique faite par Marx du Programme de Gotha. Il s'agirait d'en faire une lecture de base du NPA. Ici je sais que je soulève un point sensible chez certains militants de la LCR. Marx y écrit que c'est « *une erreur de faire tant de cas de ce qu'on nomme partage* ». Il rappelle en particulier qu'à « *toute époque la répartition des objets n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elle-même* ». Cela est vrai à un degré plus fort que jamais. Face à la délocalisation de la production ; face aux facteurs qui poussent à la hausse des prix alimentaires (destruction de certains types d'agriculture, soutien étatique aux agro-carburants, etc.) ; face à la nécessité de passer dans un délai aussi rapide que possible à un usage massif des énergies alternatives ; face à la nécessité de réduire tout de suite l'usage de la voiture et du camion, etc., l'enjeu pour les salarié(e)s et la jeunesse n'est pas le « partage des richesses », mot d'ordre si vague que le PCF s'en est emparé pour le rendre plus incolore encore, mais la maîtrise sur les moyens qui servent à les produire et sur les décisions portant sur quoi doit être produit, pour qui et comment.

C'est en qualité de producteurs associés et en rétablissant la relation directe aux moyens de production que le capitalisme a brisée qu'ils créeraient cette maîtrise. Il est juste de définir le capitalisme comme étant fondé sur la propriété privée des moyens de production, mais il faut tout de suite préciser que cela a exigé d'arracher les travailleurs à leurs conditions de production. Alors qu'ils possédaient leurs moyens de travail ou qu'ils les travaillaient sur la base d'un rapport direct, d'une maîtrise immédiate, fût-elle primitive, ils en ont été dépossédés. Cette expropriation s'est faite en Europe sur une période de trois siècles. En Asie, en Amérique latine et en Afrique elle se poursuit toujours. Les instruments en sont la violence quotidienne de la « libre concurrence », appuyée par des lois de libéralisation-privatisation faites sur mesure pour le Capital financier, d'une « justice » organisée pour les imposer et, en cas de résistance, par la violence des armes. Dans les réunions, les gens demandent que le nouveau parti ne dise pas seulement contre quoi il se dresse, mais aussi ce pour quoi il combat, qu'il exprime son anticapitalisme en positif. L'une des manières dont le NPA peut le faire est de dire que l'un des objectifs centraux pour lequel il se battra avec les salarié(e)s et la jeunesse est cette maîtrise des producteurs associés sur les conditions de la production dans tous leurs aspects (la recherche scientifique en étant un dont l'importance est très grande). C'est un objectif qui matérialise l'émancipation comme œuvre des travailleurs eux-mêmes et qui englobe tous les salariés, ouvriers et employés, techniciens, ingénieurs, chercheurs.

Les multiples facettes de la notion des salarié(e)s comme « producteurs associés »

La maîtrise des producteurs associés sur les conditions de la production exige des changements profonds dans les formes de propriété. Ceux-ci ne sont pas un but en soi, mais uniquement le préalable à l'établissement de la maîtrise sociale sur la production et l'usage des ressources rares. Rien ne postule que la propriété doive être publique, étatique. Ce sera celle qui permettra le mieux aux producteurs associés d'organiser en commun l'ensemble de l'économie pour la satisfaction des

besoins individuels et collectifs de tous. C'est le moyen par excellence pour « mettre la politique aux commandes » comme le disent certains, c'est-à-dire pour soustraire la vie des gens à l'emprise du Capital et à ce que Marx nomme les « *lois aveugles de la concurrence* ». La situation actuelle est celle où l'appropriation des conditions de production par le Capital place les travailleurs dans une dépendance totale à son égard, en même temps qu'elle lui donne la liberté de décider de produire ou non, de produire où, de produire quoi.

Les salarié(e)s ne trouvent du travail que si cela intéresse le Capital. C'est lui qui décide dans quel pays des emplois seront créés. Ils produisent ce qu'il leur dit de produire, c'est-à-dire non pas des biens ayant le caractère de valeurs d'usage qui répondent aux besoins de base de tous, mais des marchandises dont la fonction est d'assurer la réalisation de profits et la valorisation du Capital. Ces marchandises seront vendues à coup de publicité à ceux qui ont du pouvoir d'achat, même s'ils les possèdent déjà, même si elles sont socialement inutiles ou nocives, même si leur fabrication et leur acheminement sont la cause de dégâts écologiques gravissimes. Le système qui précarise les salarié(e)s et les appauvrit est aussi, en large partie pour les mêmes raisons, un système de gaspillage éhonté des ressources naturelles. C'est celui-ci qui doit être défendu par la guerre « sans fin et sans limites » décrétée en 2001 par G.W. Bush. Les mesures militaro-sécuritaires édictées contre le « terrorisme » visent des ennemis qui incluent, pour Bush comme pour Sarkozy, les immigrés, mais aussi les jeunes, les précaires, les pauvres et ceux également qui s'organisent pour combattre le capitalisme. Leur but est de pérenniser la domination du Capital dont le mouvement de valorisation et de reproduction doit se poursuivre aussi « sans fin et sans limites », qu'elles qu'en soient les conséquences pour les travailleurs, pour les ressources naturelles et pour les conditions mêmes de vie sur la planète.

La notion des producteurs associés et la maîtrise qu'il faut qu'ils parviennent à établir sur les conditions de la production sont des idées susceptibles d'être transformées en mots d'ordre après le travail politique approprié. Elles pourraient être popularisées parallèlement aux mesures d'urgence dont les salarié(e)s et la jeunesse ont besoin en France comme dans les pays voisins en Europe. Ils sont confrontés quotidiennement en commun aux politiques décidées au niveau de l'Europe du Capital, ainsi qu'aux effets ravageurs de la concurrence que l'Union européenne a créée entre les travailleurs des différents pays du continent.

La notion des « producteurs associés » ajoute une dimension à la solidarité internationale. Elle est l'une de celles qui peuvent renouveler l'internationalisme. Il n'y a que les producteurs associés, de nombreux pays, et à la fin de toute la planète, qui puissent décider en semble, moyennant la discussion et la négociation, le degré de division du travail entre eux qui paraît nécessaire au plan international, ainsi que de planification de l'utilisation des ressources naturelles rares en fonction des besoins prioritaires. Mais la notion a également un intérêt au plan domestique en déplaçant la pensée politique du terrain dominant, où le salarié est pensé principalement comme « citoyen ». La notion est un antidote tant au républicanisme qu'au souverainisme. Face à l'atomisation créée par les formes d'organisation de l'exploitation actuelles et la promotion politique et médiatique de l'individualisme propriétaire, le mot « producteur » accolé au mot « associé » rappelle, d'un côté le fait que, derrière le marché et la concurrence, il y a une économie reposant sur une socialisation très élevée du travail, et il indique, de l'autre, le but à atteindre, c'est-à-dire que ce soient les producteurs eux-mêmes qui aient la maîtrise de ce travail socialisé et des fins auxquelles il est dirigé. Ce but inscrit l'anticapitalisme en positif.

P.-S.

* Paru dans Critique communiste n° 187 (juin 2008).

* François Chesnais est économiste et responsable de la revue Carré rouge.